

## TROIS CRISES

### RESUME

---

Il existe deux manières fallacieuses de raconter l'histoire du capitalisme; du point de vue du mouvement ouvrier, comme l'affrontement entre deux ennemis extérieurs l'un à l'autre, et du point de vue d'une logique du capital, franchissant stade après stade, long cycle après long cycle, régime après régime.

### METAMORPHOSES DU CAPITALISME

ET

MOUVEMENT OUVRIER.

Alain LIPIETZ

On montre ici l'aspect trompeur de ces deux démarches, et qu'on ne peut comprendre les métamorphoses du capitalisme sans faire intervenir l'action réformatrice d'une de ses composantes internes, le mouvement ouvrier.

## THREE CRISIS

### SUMMARY

---

There exists two misleading ways of telling the truth about history of capitalism. The first, from the point of view of labour movement, sees it as the struggle between two exterior enemies. The second presents some inner logic of Capital, from stage to stage, long wave to long wave, regime to regime.

The fallacies of these presentations are shown here. One cannot understand the metamorphosis of capital without introducing the reformist action of one its inner elements, the labour movement.

Contribution au Colloque :

LA CRISE ACTUELLE PAR RAPPORT AUX CRISES ANTERIEURES

Binghamton, 7-8-9 Novembre 1985.

MOTS CLEFS : HISTOIRE ECONOMIQUE; MOUVEMENT OUVRIER; MARXISME  
J.E.L. NOMENCLATURE : 041, 051, 830.

### TROIS CRISES

"Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise, mais l'une est certaine que l'autre". Deux ans après le Manifeste Communiste et l'échec des révolutions européennes de 1848, Karl Marx tire ainsi le bilan lucide mais optimiste des luttes de classe en France. Sur cette prophétie se basera un siècle de millénarisme rationaliste du mouvement ouvrier. Démontrer la nécessité de l'une: tâche scientifique. En déduire la nécessité de l'autre: acte de foi.

Sans doute la foi qui crée s'est-elle tarie dans le mouvement ouvrier: après la grande dépression de la fin du XIXe siècle, après la grande crise des années 1930, la troisième grande crise du capitalisme (si l'on veut bien considérer que les événements de 1848 marquent plutôt le point final d'une longue transition qu'une véritable crise du capitalisme proprement dit) ne semble aujourd'hui déboucher sur aucun espoir révolutionnaire.

Au contraire, l'opinion générale semble s'être ralliée à une version optimiste et libérale de l'analyse schumpeterienne: la thèse de la régénération du capitalisme à travers ses propres crises, celle de la "destruction créatrice". Comme si l'expérience des révolutions avortées et des réformes réussies avaient fini par convaincre chacun (pour s'en réjouir ou s'en désoler) de la véracité de l'affreux doute qui commençait déjà à tarauder, au début de ce siècle, le fondateur du marxisme italien, A. LABRIOLA (1899), lors de la première "crise du marxisme": «S'il n'y a de forme de domination qui ne rencontre de résistance, il n'y a pas de résistance qui, par suite des besoins pressants de la vie, ne puisse dégénérer en accommodation résignée (...) Pour ces raisons, les événements historiques, vus à la surface de la monotone narration ordinaire, apparaissent comme la répétition assez peu variée du même type, comme une espèce de ritournelle ou de configuration de kaleidoscope (...). Il n'y a pas d'histoire en tant que processus véritable; ce qui se traduit ainsi en langage vulgaire: l'histoire est une ennuyeuse chanson».

Dans la dynamique complexe du "capitalisme historique" (WALLERSTEIN (1985)), les métamorphoses "internes au système" semblent l'avoir emporté sur les affrontements entre "le système" et "les forces anti-systémiques".

Encore faudrait-il s'interroger plus précisément sur les rapports entre ces deux "dynamiques" élémentaires: au sein du système, et entre le système et les forces anti-système. Naturellement, les forces anti-systémiques faisant par définition partie du système, on a toujours admis qu'il existait un rapport entre les deux. Cependant, la première dynamique concerne essentiellement des forces favorables au maintien des rapports fondamentaux du capitalisme et de sa logique d'accumulation: les classes dominantes, les Etats, les firmes, qui, par delà les contradictions qui les opposent, savent passer les compromis nécessaires à la pérennité de leur domination. L'opposition "capitalisme/travailleurs opprimés", quoiqu'encore une fois interne au système, mobilise au contraire des forces qui, pense-t-on souvent, ne sauraient trouver avantage à son maintien et ne sauraient que viser une sortie de ce système.

Dichotomie illusoire autant que démobilisatrice. Illusoire en ce qu'elle induit l'idée fonctionnaliste que les réformes du système seraient le résultat de quelque principe d'autorégulation de long terme, immanent au système, une sorte de "main invisible de longue période" qui jouerait, dans la résolution des contradictions macroéconomiques et sociales, le rôle des forces du marché dans la régulation microéconomique de court terme. Démobilisatrice dans le sens où elle laisse les classes opprimées dans une situation très difficile: ou on ne peut rien faire (dans les périodes de croissance), ou on doit improviser (dans les périodes de crise), avec le risque de tomber de Charybde en Sylla. Dès lors, le principe "Un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras" conduit d'autant plus sûrement à la crispation conservatrice que les "avantages acquis" malgré tout dans la période de prospérité étaient plus tangibles, et que les expériences de "sortie" se sont révélées plus malheureuses. On en est là, en ce milieu des années 80: le Vent d'Ouest l'emporte sur le Vent d'Est.

Pourtant, les années 1970 nous ont convaincu de deux ou trois choses utiles. D'abord, le socialisme n'est pas le "dehors" du capitalisme. Les mots de Lénine finissant («Le cadavre du capitalisme, on ne peut le clouer dans un cercueil et le jeter à la mer: il est là, il se décompose au milieu de nous et nous contaminons»), rejoint par Mao vieillissant («Il faudra encore faire la révolution dans mille ans, dix mille ans»), corroborés par le destin réel des révolutions russes et chinoises, nous ont convaincu qu'on ne sort pas du capitalisme par la révolution comme un innocent sort d'un bain par la grande porte: on ne peut que "réduire", petit à petit, les oppositions qui le caractérisent et ne demandent qu'à se redévelopper. Ce qui ne veut pas dire que ce processus de "réduction" puisse être un phénomène continu, pacifique: il implique des crises, des guerres, des révolutions, des changements de régime politique. Symétriquement, l'analyse rétrospective de la croissance capitaliste a conduit quelques économistes, lecteurs des historiens, à montrer combien le capitalisme était sujet à mutations, même parfois favorables aux salariés.

Tel fut notamment l'apport des analyses en termes de régime d'accumulation et de modes de régulation (AGLIETTA [1976], BOYER et MISTRAL [1978], LIPIETZ [1979, 1985], MAZIER et al. [1985]). Butant successivement sur tel ou tel aspect des contradictions de l'accumulation, le capitalisme aurait trouvé, dans des époques privilégiées séparées par de "grandes crises", à la fois des schémas de croissance (régimes d'accumulation) et des formes de contrôle du respect de ces schémas (modes de régulation) résolvant durablement quoique non définitivement ces contradictions, à chaque fois de manière *différente*. Présentant les choses ainsi, je souligne à dessein par quel biais une telle conception peut avoir partie liée avec celle dénoncée plus haut: l'idée d'un principe de "superrégulation" faisant passer le capitalisme d'un mode de régulation ou d'un régime d'accumulation particulier à un autre, quand les précédents auraient épuisé leurs effets positifs. Illusion cette fois rétrospective, et admissible dès lors qu'elle est consciente (un "fonctionnalisme a posteriori"), en ce sens qu'elle dessine un programme d'investigation: l'identification des forces et des processus qui ont historiquement créé ces configurations nouvelles.

C'est d'ailleurs l'oubli de la nécessité de cette analyse concrète qui pourrait conduire certains adeptes de ce genre de théorisation à concevoir la succession diachronique des régimes d'accumulation et des modes de régulation comme le résultat nécessaire d'une "dynamique" interne, inscrite d'emblée dans les gènes du capitalisme, alors qu'il s'agit tout au plus du constat d'une *diachronie*, du produit d'une histoire concrète. Symétriquement d'ailleurs, l'eschatologisme rationaliste du mouvement ouvrier marxiste voulait déduire la dynamique de l'histoire d'une schématisation abstraite du capitalisme historique: le développement inéluctable d'une masse de plus en plus exploitée et prenant conscience de soi. Prendre pour une dynamique (autorégulée voire finalisée) ce qui n'est que la trace d'une diachronie hasardeuse, c'est bien là le risque des abstractions indues (même s'il est légitime d'identifier des tendances, propres à des structures que notre esprit "abstrait"). Dès lors, il serait à peine utile de s'intéresser aux crises, si ce n'est à la crise finale: elles ne seraient que fonctionnelles à la réalisation des tendances, elles ne seraient que des moments, nécessaires mais anecdotiques, d'une dynamique prédéterminée.

Quand donc j'ai parlé de "deux dynamiques", celle du système, et celle de l'affrontement entre celui-ci et les forces anti-systémiques, je n'ai fait que prendre au mot la dichotomie largement illégitime qui autonomise deux processus entrelacés pourtant dans une diachronie concrète.

Dans cette intervention, nécessairement schématique et principalement interrogative, j'explorerai une piste: l'articulation des deux "dynamiques" permettrait d'éclairer la première. Autrement dit, les luttes des forces antisystémiques joueraient un rôle crucial dans les transformations du système lui-même. Idée peu originale sous cette formulation générale, mais qu'il conviendrait de développer en référence d'une part à l'histoire de ces forces, d'autre part à l'histoire des modes de régulation et des régimes d'accumulation. Et pour limiter encore le sujet, nous nous restreindrions essentiellement à une force antisystémique, le mouvement ouvrier, et à une diachronie partielle du système: l'histoire des normes de production et de consommation, et des formes de régulation du rapport salarial.

Tel est l'angle sous lequel nous chercherons à mettre en rapport la crise actuelle et les crises précédentes. Dans les deux premières parties, nous présenterons d'abord, caricaturalement, les versions dichotomiques des deux dynamiques: le mouvement ouvrier face au capitalisme d'une part, les transformations du capitalisme de l'autre. Dans une troisième partie, nous ébaucherons leur interaction. Dans la quatrième partie, nous nous interrogerons sur la crise présente, et concluerons par quelques considérations sur l'histoire conjointe du capitalisme et de son plus ou moins autonome rejeton, le mouvement ouvrier.

Il est inutile de souligner l'ampleur de ce que nous laisserons ainsi de côté: contradictions intercapitalistes et interétatiques, contradictions entre les nations dominées et les Etats dominants, etc....

## I - BABYLONE VERSUS JERUSALEM

Nous commencerons donc par un exposé des deux "dynamiques" (capitalisme/mouvement ouvrier, et transformations internes au capitalisme) telles qu'on a tendance à les styliser quand on les isole l'une de l'autre. Exercice assez arbitraire, car aucun auteur ne s'en tient strictement à une telle dichotomie: il s'agit donc ici de caricaturer des caricatures, à seule fin de souligner, ultérieurement, l'utilité d'une mise en rapport.

A cela s'ajoute une difficulté déjà signalée: le mouvement ouvrier faisant partie du capitalisme historique, il est encore arbitraire d'isoler d'une part son mouvement comme opposition au système, d'autre part le mouvement du système lui-même. Cependant cette distinction, relativement pertinente, est couramment admise, sous l'enseigne de la distinction entre le "pour soi" et "l'en-soi". On sait que cette distinction, qui court de Hegel à Sartre en passant par Marx et Mao Zedong, renvoie à la réalité du procès historique, dans lequel un pôle défini dans une dialectique (c'est-à-dire dans sa simple opposition formelle à l'autre pôle) peut se métamorphoser en sujet autonome remettant en question le rapport qui l'a défini. Outil conceptuel contestable, cette distinction désigne manifestement un problème réel: si les hommes font l'histoire sur la base de conditions et donc d'une

vision du monde héritées du passé et consolidées dans le présent, ils adoptent bien, sous la pression de ces déterminations, un comportement de groupes qui peut soit consolider, soit viser à renverser ces conditions. Il y a donc place pour deux histoires: l'une, d'une dialectique objectivée, l'autre des acteurs "pour soi" dans leur lutte pour maîtriser ou briser cette dialectique.

### 1\*) Le millénarisme rationaliste.

Lorsque le jeune Marx, en 1842, dans la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, identifie dans le prolétariat la seule force qui n'a rien gagné à la Révolution française (démocratique-bourgeoise) et qui incarne non seulement le ferment de renversement de l'ordre existant mais même, de par le caractère universel de ses souffrances, la classe qui ne peut se libérer qu'en libérant l'humanité entière, il reflète assez exactement la mentalité du mouvement ouvrier naissant, du babouisme aux cercles d'artisans qui fonderont les premiers regroupements communistes. Si Juin 1848 marque la première irruption de cette classe, avec des objectifs autonomes, sur la scène politique, il ne faut pas s'étonner que la génération militante qui, des "utopistes" aux "scientifiques" et des anarchistes aux marxistes, pense et vit la première période du mouvement ouvrier jusqu'à la Commune de Paris de 1871, ressemble par bien des aspects à la secte chrétienne, de la mort du Christ à la fin du Ier siècle.

Selon une image chère au "socialisme utopique" de l'époque (Owen notamment), le capitalisme apparaît comme une Babylone dont les prisonniers attendent l'effondrement pour (re)trouver la Nouvelle Jérusalem. L'élan militant, l'idéologie de toutes les composantes de ce mouvement, comme le travail des théologiens, ne visent qu'à affirmer ou à prouver que le système va périr bientôt, que toute lutte partielle ne sert qu'à renforcer l'armée qui campe dans les bas-fonds de la cité et qui demain se lèvera pour l'abattre, qu'il est déjà temps de préparer les plans d'une nouvelle cité. L'opposition entre "scientifiques" et "utopistes" porte essentiellement sur l'équilibre à trouver entre ce qui, dans le capitalisme, pousse au socialisme, et ce qui, du "rêve que l'humanité a dans la tête", la tire hors

du capitalisme. Comme on sait, Marx évolue très vite de la seconde à la première position, ce qui ne change rien au millénarisme qui inspire son oeuvre la plus analytique, Le Capital. Et comme on le sait, ce "millénarisme rationaliste", qui se veut non utopique et se présente comme déductif, se fonde sur une analyse du caractère contradictoire des rapports de production capitalistes. Thèse qui apparaît dans la fameuse Préface de 1859 à la Contribution à la Critique de l'Economie Politique: «(…) Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant, les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine».

On retrouve la même idée dans Le Capital: «Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés» (Livre I, chap 32).

Cette conception du "dépassement" présuppose une certaine idée de l'unité des éléments en lutte: les deux pôles restent extérieurs l'un à l'autre, et ce qui fonde leur unité fonde aussi la victoire de l'un d'entre eux. Dans le cas des forces productives, le contenu de la socialisation est indépendante de sa forme, une socialisation par des propriétaires-exploiteurs privés. Certes, ce sont les capitalistes qui ont socialisé les forces productives, mais... les forces productives socialisées sont des forces productives socialistes! La chrysalide est déjà un papillon quand elle fait éclater le cocon, selon la prophétie du Manifeste Communiste: «Le développement de l'industrie, dont le promoteur involontaire est la bourgeoisie, remplace l'isolement des travailleurs, dû à la concurrence, par leur union révolutionnaire, due à l'association [...] Ce que la bourgeoisie

produit donc, par-dessus tout, c'est son propre fossoyeur. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables».

A vrai dire, on peut même se demander si cette extériorité des deux adversaires l'un à l'autre n'a pas, dans la structure de cette dialectique, pour présupposé ou pour contrepartie cette neutralité des forces productives, restées aussi vierges de contamination par leur forme bourgeoise que la classe ouvrière elle-même. Débat marxologique intéressant (1), qui ne doit pourtant pas masquer l'universalité de la présence de telles conceptions chez tous les intellectuels du mouvement, de Cabet à Lénine. On trouvera certes dans la parole refoulée des authentiques artisans et ouvriers une contestation plus radicale du "progrès des forces productives" (2). On la trouvera ici et là chez Marx lui-même. Mais il faut reconnaître que pour l'essentiel, dans ses organisations et ses mots d'ordre, le mouvement ouvrier ne conteste pas le caractère progressiste du développement de la production tel que l'organise la bourgeoisie, il en conteste la répartition des fruits et parfois la direction. Babylone fournit la base matérielle pour l'édification de la Nouvelle Jérusalem.

Reste à expliciter les arguments en faveur de la victoire nécessaire du prolétariat. Ils tournent autour de deux tendances: le renforcement et l'unification automatique du prolétariat, l'affaiblissement et la division croissante des exploités. D'où l'importance de la théorie des crises. Là encore, Marx et les théoriciens qui se réclament de lui jouent un rôle-clé, en offrant au moins deux types d'explication des crises passées et à venir: par la baisse tendancielle du taux de profit, et par la contradiction production/réalisation, c'est-à-dire par la sous-consommation (ou la surproduction).

## 2°) Stratégie et tactique

Malheureusement, la croissance du mouvement, qui sembla d'abord unifier la classe ouvrière (par élimination des tendances "précientifiques") déboucha, dès après l'échec de la Commune de Paris, sur une grande division. Les partis ouvriers se constituent sur une base

nationale (quoique théoriquement fédérés par la Deuxième Internationale) et doivent bien se poser la question: camper ou s'installer dans Babylone. Ce débat ne les empêchera pas de se consolider au cours de la grande crise de la fin du XIXe siècle, mais aboutira à une véritable scission internationale lors de la Grande Guerre. Curieusement la théorie des crises servira d'argument théorique au débat.

"A droite", les partisans de l'insertion. Ils fondent leurs espoirs sur la croissance numérique du prolétariat et le vote démocratique pour porter un jour la Sociale-Démocratie au pouvoir. Stratégie de long terme, qui répugne aux tempêtes. Ils mettent donc l'accent sur la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, s'acharnant à démontrer la possibilité d'une accumulation régulière, pourvu que l'Etat sache tempérer l'anarchie du marché. Même le résidu inéluçtable de concurrence intercapitaliste, la rivalité internationale, semble devoir, aux yeux des grands théoriciens de cette tendance, Hilferding et Kautsky, se réduire du fait de la concentration "superimpérialiste" du pouvoir capitaliste entre les mains d'une bourgeoisie financière de plus en plus restreinte. "A gauche" au contraire on s'acharne à prouver l'inéluçtabilité de crises pouvant faire basculer du jour au lendemain l'édifice de Babylone, la rivalité dégénérant en guerres. Le prolétariat doit donc se tenir prêt, non à infiltrer l'ordre existant, mais à en faire surgir un autre d'entre les décombres. Rosa Luxemburg, porteuse de cette position, est aussi la grande théoricienne des crises de surproduction. Lénine, fidèle à Kautsky tant qu'il s'agissait de combattre les Populistes, se retournera contre ce "renégat" quand la logique "sociale-chauvine" de la sociale-démocratie l'aura entraînée dans la guerre interimpérialiste.

Mais naturellement Lénine est avant tout remarquable en ce qu'il fut seul à réussir, à la faveur de la Grande Guerre, ce que chacun théoriquement s'assignait de faire: la Révolution prolétarienne. Il ne fut pas seul à l'entreprendre. Mais si le mouvement qu'il dirigeait la réussit, ce n'est sans doute pas seulement pour des raisons objectives. Pourquoi la Russie et pas la Hongrie ? A cause sans doute des "Kumeries" (3). Lénine, c'est en fait l'irruption de la tactique au coeur de la version la plus radicalisée de la stratégie de rupture. Avec d'abord l'introduction d'un troisième terme dans

la dialectique révolutionnaire: les forces "centristes", qui sont pour l'abolition de l'ancien mais contre le nouveau que veulent instituer les communistes. Cette pluralité des issues, repérée dès la première Lettre de Loin (Mars 1917), et la forme de périodisation des crises qu'elle entraîne, va structurer toute la pensée de Lénine, à la fois tacticien et historien du présent, de Février à Octobre. Elle servira de paradigme à toutes les analyses "léninistes" des crises politiques, y compris les analyses rétrospectives comme celles de Mathiez sur la Révolution française: Ternarité des issues (réactionnaire, réformatrice et révolutionnaire) et périodisation des processus de crise ne sont pas en fait des idées nouvelles: elles sont déjà à l'oeuvre dans Les luttes de classe en France. Mais ici il s'agit de concepts opératoires qui impliquent une tactique, que Lénine (et plus tard Mao) maîtrise remarquablement: déplacement rapide de la contradiction principale et des alliances, donc des objectifs et des mots d'ordre, etc.... L'affrontement avec Babylone descend de la mythologie à Clausewitz.

Pourtant cet acquis majeur est aussitôt menacé. D'abord par le caractère particulier de la Révolution russe, sur-accélérée par la question de la paix et de la guerre. Suraccélération qui étonne Lénine lui-même, avec le phénomène de "montée aux extrêmes", «caractérisé par une exacerbation de la révolution et de la contre-révolution, par "l'effacement", pour un temps plus ou moins long, des éléments intermédiaires» (Trois crises, Juillet 1917). Certes, Lénine lui-même n'oubliera jamais l'existence de ces éléments intermédiaires et cherchera, jusqu'au dernier moment, à en jouer, notamment lors du putsch de Kornilov. On peut même dire que le souci de la division entre les deux issues non-révolutionnaires à la crise constitue la grande innovation léniniste, la leçon que Lénine lui-même tire de "sa" révolution à l'usage du mouvement ouvrier international: «La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XXe siècle, la voici: pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à

l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes: la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploités). (La maladie infantile du communisme, le "gauchisme", Avril 1920).

Ce concept de crise nationale, on l'a dit, éclaire rétrospectivement les analyses historiques de Marx (et plus tard de Gramsci) comme la pratique de Mao. Mais il est aussitôt affaibli par la réalité de la "montée aux extrêmes" (réalité qui se vérifiera encore lors de la Révolution des Oeillets de 1974-1975 au Portugal), qui tend à reproduire l'opposition simple Babylone-Jérusalem. Cette réduction est elle-même encouragée par la faiblesse des caractérisations léninistes des forces intermédiaires: des "petits bourgeois". «Les chefs de la démocratie petite-bourgeoise bercent les masses de promesses sur la possibilité d'une entente avec les gros capitalistes. En mettant les choses au mieux, ils obtiennent des capitalistes, pour un temps très court et au profit des couches supérieures des masses laborieuses, de menues concessions. Mais dans toutes les questions décisives, la démocratie petite-bourgeoise a toujours été à la remorque de la bourgeoisie dont elle était un appendice impuissant» (Les enseignements de la révolution, Septembre 1917). Et Lénine range bien sûr les chefs des tendances réformistes du mouvement ouvrier dans la "démocratie petite bourgeoise". Caractérisation qui allait se trouver un emblème dans la révolution allemande: Noske, social-démocrate et boucher des Conseils Ouvriers.

Dès lors, le mouvement ouvrier est scindé en deux pour toujours, et même en trois. D'abord, l'Union Soviétique, qui se pose comme une Nouvelle Jérusalem en construction. A ses côtés, les partis communistes du monde capitaliste qui se posent en partisans de la Nouvelle Jérusalem, mais travaillent dans les bas-fonds de Babylone. Et enfin ceux qui espèrent tirer de Babylone autre chose que de "menues concessions". Révolution contre réforme, marxisme-léninisme contre sociale-démocratie. L'émergence de la question coloniale, que nous avons écartée du champ de cette intervention, ne modifiera que formellement le schéma, en ne soulignant l'importance des forces intermédiaires (la bourgeoisie nationale et la paysannerie) que pour

réaffirmer aussitôt (par généralisation de la règle de montée aux extrêmes) la nécessité d'une direction prolétarienne sur la révolution démocratique.

Aujourd'hui, il n'y a plus grand monde pour voir dans l'URSS une Nouvelle Jérusalem. Les analyses divergent sur les raisons de cette défection, de ceux qui n'y voient que dévoiement par trahison à telle ou telle date (sous Lénine, sous Staline ou sous Khrouchtchev), à ceux pour qui le ver était dans le fruit dès l'origine, les bolchéviks ne représentant qu'une voie capitaliste modernisatrice (position de l'ultra gauche européenne des années 1920, Pannekoek, Gorter, etc...), en passant par ceux qui cherchent à analyser le procès de dévoiement comme un processus sans sujet, résultat d'une série d'erreurs historiques réparables, fortement conditionnées par les circonstances mais en principe rectifiables (4). Les révolutions suivantes (Chine, Cuba, Viet Nam) ne donnèrent pas de résultats plus probants, mais amenèrent pour la première fois, dans les années 1960, à la contestation de masse (même fugitivement et assez idéologiquement) du présupposé commun à la IIe, à la IIIe et même à la IVe Internationales: que Babylone fournissait du moins les bases matérielles de la Nouvelle Jérusalem. Cette contestation radicale de la neutralité, et même de la positivité, des forces productives reste l'héritage, pour le moment en jachère, de Mao Zedong et de Che Guevara.

Dans les pays capitalistes, les partis communistes et sociaux-démocrates affrontèrent la deuxième grande crise du capitalisme (celle de 1930) dans les pires conditions. Les premiers, s'étant ralliés à la tactique "classe contre classe" (toujours au nom de la montée aux extrêmes), considéraient la sociale-démocratie comme "l'aile gauche du fascisme", ce qui, nous le verrons, n'était pas sans fondement à s'en tenir au strict problème de la régulation économique. Quand la menace fasciste amena l'Union Soviétique à se souvenir de l'utilité des "fronts unis", ils basculèrent à l'extrême opposé: faire bloc avec Babylone contre Assur. La Deuxième Guerre Mondiale se solda par un rattachement de l'Est européen au système soviétique, la dispersion de germes léninistes dans le Tiers-Monde, et

l'intégration de puissants partis communistes à leur propre scène nationale (en France et en Italie). Ces "communistes dans Babylone" se retrouvaient ainsi dans un rôle mal accepté de sociaux-démocrates.

Or ceux-ci avaient commencé dès l'Entre-Deux-Guerres à faire la preuve (en Scandinavie) qu'il était possible de s'installer dans Babylone en arrachant aux capitalistes des concessions plus que "menues" et pour plus qu'une "infime minorité" du prolétariat. Peu à peu, les sociaux-démocrates au pouvoir, avec ou sans l'appui des communistes, se firent reconnaître comme des gérants parmi d'autres possibles du capitalisme, imposant même des normes de démocratie sociale que ne remettaient plus en cause leurs adversaires. Quand le Parti Socialiste de France arriva au pouvoir en 1981, il était bien le dernier à parler de "rupture d'avec le capitalisme", et de fait perdra le pouvoir après avoir moins transformé la société dans un sens socialiste que ne l'auront fait ses congénères nordiques.

Ainsi semble éteinte l'idéologie primitive de la rupture, les uns gérant une Babylone qu'ils appellent Jérusalem, les autres gérant Babylone en se gardant bien de la rebaptiser. Après quelques soubresauts initiaux, la troisième grande crise du capitalisme, loin d'avoir ouvert une brèche pour une nouvelle poussée radicale du mouvement ouvrier, loin d'avoir favorisé la "montée aux extrêmes", ne semble plus opposer que les tenants de telle ou telle manière de gérer le capitalisme, devenu "l'horizon indépassable de notre temps".

## II - METAMORPHOSES DU CAPITALISME: STADES. CYCLES. REGIMES.

Que le capitalisme soit susceptible d'évoluer de stade en stade, les théoriciens du mouvement ouvrier l'avaient bien admis et avaient déjà proposé des périodisations. Dans Le Capital par exemple, Marx propose une périodisation par l'organisation du travail, selon l'axe "soumission formelle/soumission réelle", et selon les stades de la coopération et de l'automatation. Ses successeurs privilégieront les formes de régulation des rapports marchands intercapitalistes: concurrentiel, monopoliste, monopoliste d'Etat... Mais trop souvent cette périodisation n'apparaît que

comme le résultat d'une tendance immanente (loi de dépossession croissante du producteur direct, loi de concentration du capital). Chercher à mettre au jour les tendances de longue période du capitalisme, et à les rapporter à sa structure invariante, est en soi un programme de recherche intéressant (5) à condition de ne pas vouloir déduire les faits de ces lois abstraites, ce qui ne fut pas toujours évité. Plus gravement, la marque du "millénarisme rationaliste" transparaît dans l'affirmation récurrente que le stade actuellement atteint est le stade "ultime", précédant immédiatement la crise finale, l'anti-chambre du socialisme.

### 1°) Ondes et cycles longs.

Plus universitaire de style, un autre courant marxiste, à la suite de Parvus et Kondratieff mit en lumière l'existence de phases de longue durée quant au mouvement des prix et des revenus, ouvrant ainsi un débat théorique important (6): ces "cycles" (si toutefois ils méritaient leur nom) devaient-ils être interprétés dans les mêmes termes que les crises classiques du cycle des affaires (7), ou bien manifestaient-ils empiriquement la trace d'une périodisation plus fondamentale, chaque période marquant une réorganisation du capitalisme? Trotsky exprima très clairement son refus de prendre ces phases pour des cycles, ce qui conduisit l'un de ses disciples actuels, E. Mandel [1980] à avancer une distinction méthodologiquement séduisante, même si l'on peut contester (c'est mon cas) le détail de l'analyse. Pour cet auteur, le retournement de la tendance au sommet d'une onde longue doit être considéré comme endogène, c'est-à-dire qu'elle résulte du développement des contradictions propres au capitalisme dans le cours même de la phase ascendante. En revanche, le retournement au point bas serait exogène: découvertes nouvelles, moment significatif de la lutte des classes, etc... Idée féconde en ce qu'elle transforme l'apparence ondulatoire d'un processus continu en une succession discontinue de formes nouvelles du capitalisme, connaissant chacune leur apogée puis leur décadence sans que soit garantie automatiquement la sortie de la décadence. Mais cette idée féconde (comme les intuitions de Trotsky) tend à se résorber malheureusement dans l'affirmation que "cette fois" (à cette grande crise-ci) on ne peut en sortir que par le Socialisme ou la Barbarie.



Reste à donner un contenu aux phases longues, contenu lié au facteur contingent de la reprise. Pour la plupart des interprètes, à la suite de Schumpeter, ce contenu serait technologique. On aurait donc :

- un premier cycle 1789-1850, qui s'achève dans ce que nous avons convenu d'appeler "crise finale de la transition", et marqué par la machine à vapeur et le textile,
- un second cycle 1850-1895, qui s'achève par la première grande crise du capitalisme (1873-1895), et marqué par l'acier et les chemins de fer,
- un troisième cycle 1895-1939, qui s'achève avec la deuxième grande crise (1920-1939), et marqué par l'électricité, le moteur à explosion et l'automobile,
- un quatrième cycle, 1940...., qui se meurt dans la crise actuelle, et marqué par on ne sait trop quoi: l'automobile (encore?), l'électronique (déjà?)...

On mesure à cette description sommaire les difficultés majeures de l'explication des cycles longs par les "innovations majeures": l'arbitraire de leur contenu, et même de leur périodisation (les années 1920 sont-elles des années ascendantes ou descendantes?), voire de leur caractérisation comme cycle récurrent (les années descendantes du quatrième cycle étant marquées par une stagnation plutôt qu'une récession, et par une accélération de l'inflation (8)). Mais, comme la théorie des stades, la théorie des ondes longues, surtout dans cette variante, reste inspirée par une autonomie de "mouvement d'en haut", celui du capital, l'histoire des techniques et des branches motrices se substituant à l'histoire de la concentration capitaliste. Ce qui peut apparaître comme un recul, car l'histoire économique se trouve réduite à l'évolution d'un paramètre technologique, qui, elle, reste inexpliquée.

## 2\*) Régimes et modes.

Le refus du déterminisme technologique, de pair avec la volonté de comprendre ce qui surgit de vraiment nouveau d'une période de croissance à une autre, inspire un troisième courant de pensée: les analyses en termes de régimes d'accumulation et de mode de régulation. Initiées elles aussi par des études de longues périodes (celle de M. Aglietta sur les USA et celle d'une équipe du CEPREMAP [1977] sur la France), elles repèrent économétriquement, plus que des variations dans le mouvement de tel ou tel indice, des ruptures dans les corrélations, en particulier dans les déterminants des prix, des salaires, des profits, de la production et de la productivité.

Eclairant ces ruptures par l'analyse des formes d'organisation industrielles et des formes institutionnelles, elles montrent que les périodes de croissance se caractérisent par des régimes d'accumulation, assurant sur longue période la concordance entre les transformations des normes de production (entraînées par le type d'organisation du travail dominant) et l'orientation de la consommation. L'accumulation peut être à dominante extensive ou intensive, centrée sur la production de moyens de production ou de biens de consommation, faire plus ou moins place à l'exportation. Mais un régime d'accumulation ne se soutient pas par sa seule cohérence: il faut que des formes institutionnelles et des normes incorporées dans les aspirations des acteurs (un "habitus") assurent la convergence des anticipations et des comportements vers ce régime d'accumulation: des formes de régulation, portant sur l'organisation du rapport salarial, de la concurrence, de la gestion de la monnaie, de l'intervention de l'Etat (9). De l'articulation de ces formes de régulation partielles résulterait un mode de régulation, caractérisé comme plus ou moins concurrentiel (absence d'anticipation ex ante du résultat macroéconomique des ajustements microéconomiques) ou monopoliste (normalisation et prise en compte ex ante de la résultante macroéconomique dans les comportements microéconomiques). On aurait ainsi, à partir de 1850, fin de la transition au capitalisme (10), et selon des travaux s'inspirant plus ou moins de ces conceptions (11):

- Une croissance à dominante extensive (12) fondée sur la mise en oeuvre du savoir-faire des ouvriers professionnels, et centrée sur les biens de production, avec une régulation concurrentielle des prix, des salaires, et du niveau de la production, et avec un Etat "circonscriit", qui s'essouffle dans la dépression de la fin du XIXe siècle.

- Cette dépression, la "première grande crise du capitalisme", prend la forme de crises des affaires récurrentes, dûes à la fois à de vives tensions sur le marché du travail en fin de "boom", et à une guerre des prix sauvages pour le partage des débouchés. On peut donc la caractériser comme une crise du régime d'accumulation (l'insuffisante extraction de plus-value relative dans l'accumulation extensive) avec, secondairement, une déficience de la régulation.

- Lui succède une phase de reprise grâce à l'apparition de structures monopolistes au niveau de la concurrence intercapitaliste (cartélisation et impérialisme) et une stabilisation plus serrée du pouvoir d'achat ouvrier. A ce "perfectionnement" du mode de régulation s'ajoute le début d'une transformation plus profonde du régime d'accumulation qui, s'il reste principalement extensif et centré sur les biens de production, ressent les premiers effets de la révolution taylorienne au niveau du procès de production.

- La première guerre mondiale, guerre de repartage du monde, permet surtout la généralisation des méthodes tayloriennes et fordiennes de production, d'où une accumulation intensive qui vient buter à la fin des années 20 sur la deuxième grande crise.

- Celle-ci (1920-1945) est presque purement une crise de la régulation d'ensemble, restée concurrentielle en ce qu'elle interdit d'incorporer une norme de croissance de la consommation des salariés au régime d'accumulation.

- La victoire du camp "démocratique" dans la seconde Guerre mondiale permet enfin de centrer durablement la production de masse sur une consommation de masse, grâce à la mise en place d'une régulation monopoliste d'ensemble:

contractualisation du rapport salarial, salaire indirect, monnaie de crédit, Etat "inséré".

- La crise actuelle enfin serait une combinaison, en proportions variables selon les auteurs, d'une crise du régime d'accumulation et d'une crise du mode de régulation: une crise mixte, encore plus "belle" (si l'on ose dire) que celle de la fin du XIXe siècle. Du côté du régime d'accumulation: l'épuisement des gains de productivité tayloriens, la hausse de la composition du capital dans les processus fordien, réaliseraient la tendance à la baisse de la profitabilité. Du côté de la régulation: son caractère essentiellement national se heurterait à l'internationalisation croissante de la production et de la circulation. La concurrence des Etats déboucherait sur une "stagnation compétitive".

Comme on le voit, ces conceptions respectent les mêmes pré-supposés méthodologiques que ceux de Mandel: l'entrée dans une grande crise est endogène au régime en vigueur (mais elle est le fruit de contradictions spécifiques à ce régime et à son mode de régulation), la sortie de la crise est une véritable "trouvaille", laissée en blanc par la théorie (malgré de rituelles références au résultat des luttes sociales dans la production et dans la répartition). Ce qui est à la fois la force et la faiblesse de ce programme de recherche, qui se contente de rendre compte des nouveaux principes qui autorisent la stabilisation d'une phase de croissance, et des nouvelles contradictions qui débouchent sur la grande crise, cela pour chaque séquence successive, mais sans proposer de "loi" d'une séquence à l'autre.

Libre alors à chacun de chercher à combler ce blanc. On pourra supposer qu'il existe une tendance permanente (au niveau technologique par exemple) et un principe permanent d'accumulation qui viennent périodiquement buter sur des contradictions et doivent se trouver un nouveau régime et un nouveau mode de régulation. Les luttes sociales ne feraient alors que rétablir l'unité du système, selon une sorte de téléologie inversée par rapport à la dialectique de la rupture: une superrégulation, un principe de conservation de très longue période à travers les métamorphoses du système capitaliste, du type "ordre par le bruit" (13).

### III - LE MOUVEMENT OUVRIER. FORCE SYSTEMIQUE ANTI-SYSTEMIQUE

Pour combler le blanc qu'occupe le mystère de la fin des grandes crises, il faut évidemment faire intervenir les forces sociales, avec leurs propositions et leurs luttes pour faire aboutir, consciemment ou inconsciemment, une issue qui n'est jamais exactement celle visée. Le Fordisme, le Keynésianisme pratique, ne sont pas l'application pure et simple de Ford et de Keynes ayant convaincu partenaires et adversaires. Du faisceau de forces multiples émergent au moins trois blocs (au sens gramsciste du terme): conservateurs (ceux-là gagneront à l'issue de la Première Guerre Mondiale à l'Ouest), radicaux (ceux là gagneront au même moment en Russie) et plusieurs courants réformateurs, réactionnaires ou progressistes. Parmi les forces concourant à la formation de ces blocs, réfléchissons au cas du mouvement ouvrier (14).

1°) Un raccourci: "plan contre plan".

Une première solution, simpliste, mais reflétant une partie de la réalité, est de mobiliser directement la lutte des classes pour rendre compte des grandes métamorphoses du capitalisme. Typique est la manière de l'opéraïsme italien, telle que l'exposait par exemple Toni NEGRI ou Sergio BOLOGNA dans les années 1960-1970. On pourrait résumer leur interprétation de l'histoire récente de l'Italie (15) de la façon suivante.

Jusqu'en 1917, la classe ouvrière est composée d'ouvriers professionnels possesseurs de leur savoir-faire; la grande industrie n'est pas taylorisée. Les révolutions russe, italienne, allemande sont l'oeuvre de l'ouvrier professionnel. Face à la menace, le capital réagit par le fordisme, qui détruit l'O.P. et lui substitue l'ouvrier de masse, sapant ainsi la possibilité d'une organisation prolétarienne de type élitiste (léniniste). Cependant, cette "massification" de la production engendre la crise de surproduction des années trente; l'Etat keynésien intervient alors en imposant l'extension de la consommation ouvrière. Deux avantages: faire la part du feu, face à la pression ouvrière ("rendre ses bases au réformisme

ouvrier"), et d'autre part amorcer la planification du capital sous l'égide de l'Etat. Mais cette réponse reste contradictoire. Car l'élévation de la composition organique du capital, "voie technologique de la répression", aboutit à une baisse du taux de profit si elle n'est pas compensée par une hausse du taux d'exploitation. La bataille de l'ouvrier-masse contre l'Etat-Plan va donc se porter sur le terrain du salaire: ou l'Etat-Plan parvient à le maintenir dans le cadre fixé par le schéma d'accumulation (celui de l'Age d'or fordiste), ou le prolétariat fait "sauter le plan du capital". On assiste ainsi à une "simplification de la lutte des classes": le taux de partage profit/salaire exprime directement, politiquement, le "pouvoir de commandement" de l'Etat capitaliste sur la classe.

Dans les années soixante, "le réformisme est sorti de son lit". La Classe arrache des augmentations de salaires qui brisent le "miracle italien"; ces conquêtes se généralisent à "l'ensemble du prolétariat" (c'est-à-dire l'armée de réserve: étudiants, pensionnés, chômeurs, etc). "La classe devient prolétariat sur le terrain social tout entier". La lutte est portée sur le terrain de la dépense publique (capital de l'"Etat-usine"): autoréductions, abus des congés de maladie et de la caisse de chômage, etc.

Le Compromis Historique propose une reconduction du keynésianisme, devenu à la fois impraticable (pour le capital) et réactionnaire (pour le prolétariat). En réalité, la crise déchaînée par le capital est une véritable opération de destruction des forces productives, dont la cible est l'ouvrier-masse engendré par l'automatisation. Mais cette opération de "décentrement productif", visant à jouer "l'usine contre la société" par la mise en chômage de l'ouvrier-masse, en portant encore plus loin l'automatisation et la tertiarisation, se heurte à la généralisation de l'ouvrier social. Lorsqu'éclate en 1977 le "mouvement" des étudiants et des "sous-employés", les "autonomes" qui ont suivi Negri n'hésitent pas à transférer à cette incarnation de l'ouvrier social le flambeau que détenait dans les années soixante l'ouvrier-masse de Mirafiori.

Arrêtons sur cette image le film de ce match de football... On a déjà reconnu une simple juxtaposition des deux dynamiques séparées que nous avons

évoquées préalablement. Le capital doué de raison, et la classe douée de projet, s'empoignent dans un affrontement titanesque où se succèdent offensives et contre-offensives, "plan et contreplan" selon le titre d'une revue opératoire. L'apparence cyclique de l'affrontement résulte sans doute du principe clausewitzien que la défensive est une posture supérieure à l'offensive. La tentative de réintégrer l'histoire du mouvement ouvrier dans l'histoire du capital n'est qu'imparfaite, extérieure (16). Les blocs centristes (ceux qui négocient des compromis fixant le rapport de force, et organisent la collaboration de classe) apparaissent alors comme de simples traitres, changeant de camp en cours de partie. Or, le fond du problème (que Lénine pose bien, mais qu'il résoud de manière assez faible en niant la réalité des avantages réciproques), c'est de comprendre pourquoi "les masses" font aussi longtemps confiance à des "chefs" qui les trahissent.

Pour dépasser ce blocage, il faut comprendre que le mouvement ouvrier présente dans son essence un double aspect: classe en soi dans le capitalisme historique, elle doit bien y vivre, lutter pour y faire sa place. Classe qui se mobilise contre les rapports capitalistes, elle cherche à les détruire.

Ces deux aspects sont indissolublement liés: s'il n'y avait pas de classe ouvrière se reproduisant dans les rapports de production capitalistes, il n'y aurait pas de tendance à la lutte contre ce système. Mais, en même temps, ils sont polairement opposés: ce n'est pas la même chose de lutter pour plus de salaire, plus de contrôle, dans la société capitaliste, et de lutter pour l'abolition du salariat, pour le pouvoir ouvrier. Cela correspond à deux stratégies, deux tactiques, deux formes d'organisation contradictoires, même si les deux stratégies peuvent temporairement se confondre dans une tactique unique, même si les orientations correspondantes peuvent se disputer l'hégémonie sur une structure organisationnelle syndicale unique. Car cette lutte entre deux projets repose sur la base unique de la condition matérielle faite au mouvement ouvrier dans le capitalisme historique. C'est pourquoi Marx peut écrire, dans Salaires, prix et profits:

<<Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font

un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat>>.

Et de même Gramsci (17), qui reconnaît dans l'association, ~~même~~ primaire, du prolétariat face à la concurrence du marché capitaliste un élément fondamentalement positif, reconnaît dans ce même associatisme la base matérielle du réformisme, sans faire aucunement appel à la "trahison des chefs vendus":

<<Le principe de l'association et de la solidarité devient l'essence même de la classe laborieuse, il change la psychologie et le comportement des ouvriers et des pays. Des groupements et des organismes sont créés à travers lesquels ce principe s'incarne; ils servent de base de départ au processus de développement historique qui mène à la mise en commun des moyens de production et d'échange>> ("La conquête du pouvoir", 12 Juillet 1919).

Et pourtant:

<<Les ouvriers sentent que l'ensemble de "leur" organisation est devenu un appareil tellement énorme qu'il a fini par obéir à des lois qui lui sont propres, impliquées dans sa structure et son fonctionnement complexe, mais étrangères à la masse qui a pris conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire. Ils sentent que leur volonté n'arrive pas à s'exprimer de façon claire et précise, à travers les actuelles hiérarchies de leur institution>>. ("Syndicats et conseils", 10 Octobre 1919).

C'est à partir de là qu'il faut réenvisager la question du rôle des organisations ouvrières dans la mise en place de nouveaux régimes d'accumulation, de nouveaux modes de régulation capitalistes. Et pour ce faire, nous allons évoquer successivement deux couples de moments, encadrant les deux grandes crises du capitalisme dont nous connaissons l'issue.

2\*) La question syndicale et la crise de la fin du XIXe siècle.

Tirant le bilan de la période qui s'étend de la chute de la Commune au début de la première guerre mondiale, M. ABENDROTH (1965) écrit tranquillement ceci :

<<Les différents partis ouvriers existant désormais au niveau national avaient ceci de commun que, d'une part, ils voulaient transformer la société capitaliste de classes en une société sans classes, et, d'autre part, étaient confrontés dans leurs pays respectifs à des problèmes similaires. Tous voulaient une démocratisation du pouvoir politique, l'amélioration des conditions de travail et des salaires, la sécurité pour les ouvriers en cas de maladie, d'invalidité ou de chômage. Les formes de combat elles aussi - grèves syndicales et organisation des ouvriers en partis et en syndicats - étaient semblables dans les différents pays d'Europe. Et partout on considérait les interventions de l'Etat en matière de politique sociale comme des moyens d'action importants pour stabiliser, même dans les périodes de crise économique, les succès remportés par les syndicats dans l'alignement du niveau de vie des ouvriers sur l'accroissement rapide de la productivité consécutif au progrès technique; moyens importants aussi pour rendre supportables les conditions de vie de ceux qui avaient dû quitter le circuit du travail, soit temporairement, à cause de la maladie ou du chômage, soit définitivement, à cause de l'invalidité ou de l'âge>>.

Illusion rétrospective ? Invention du fordisme avant la lettre ? Sans doute. Mais il est plus intéressant de comprendre pourquoi et comment le mouvement ouvrier aspirait inconsciemment au fordisme. Or deux moments théoriques et organisationnels encadrent la première grande crise et peuvent utilement nous éclairer. Avant la crise, la lutte pour la formation des syndicats et le texte de Marx, Salaires, prix et profits. Après la crise (et en fait après la 1ère Guerre Mondiale), la reconnaissance triomphale du fait syndical, et les premières interrogations, dans l'Ordine Nuovo de Gramsci. Entre les deux, nous l'avons vu, la stabilisation progressive du pouvoir d'achat ouvrier par indexation de fait du salaire sur les prix, la limitation

de la journée de travail, et le début de la lutte des capitalistes pour de nouvelles sources de productivité.

Résistance ouvrière, lutte pour la productivité: ici se nouent peut-être le plus puissamment l'histoire du capital et celle du mouvement ouvrier. C'est parce qu'on ne peut augmenter indéfiniment la plus-value absolue (les journées n'ayant que vingt-quatre heures...) , parce qu'on ne peut faire vivre les prolétaires de l'air du temps, que finalement le capital ne peut augmenter le taux de plus-value qu'en augmentant la productivité. Mais chaque capitaliste individuel tend à augmenter son profit à lui en sous-payant ou en surutilisant la force de travail, c'est-à-dire en rompant avec ce qui constitue l'essence d'un bon régime capitaliste: des rapports marchands loyaux. Dès lors, la lutte revendicative de classe n'est que la lutte d'une partie prenante au marché capitaliste pour obliger les adversaires à ne pas "empiéter", à jouer les règles du jeu. Et, nous le savons, le moyen dont la société se dote "consciemment" contre les abus de son propre organisme, c'est l'instance politique, dans ce cas particulier: la législation du travail.

Nous voyons donc se dessiner un type de lutte ouvrière bien précis qui "développe" les forces productives capitalistes. Son but direct, c'est d'imposer le prix et l'usage normal de la marchandise vendue; son levier, c'est l'action au niveau législatif, qui généralise les conquêtes partielles et empêche le jeu des effets pervers de la concurrence; son résultat, c'est le développement des forces productives capitalistes: <<Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière força l'Etat à imposer une journée normale [...] c'est-à-dire à partir du moment où il interdit la méthode d'accroître la production de plus-value par la multiplication progressive des heures de travail, le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la production de la plus-value relative au moyen du développement accéléré du système mécanique>> (Le Capital, I, chap. 15).

Ces considérations permettent à K. Marx d'exposer de façon magistrale, devant le Conseil Général de l'Internationale, la place et les limites de la lutte syndicale:

"empiétements", Engels emploie ce même mot pour définir le rapport de l'Etat capitaliste aux capitalistes individuels. "Empiéter": qu'est-ce à dire ? C'est transgresser la norme, non pas pour l'abolir, mais pour la déplacer à son profit. C'est le comportement tendant à l'abolition de l'agent privé dans le monde de la concurrence. Naturellement, seule la résistance des concurrents et des partenaires sur le marché entrave les empiétements, l'Etat peut tout au plus stabiliser, garantir les normes fixées. Mais la résistance aux empiétements n'est pas la lutte contre le système des normes: au contraire, elle joue son rôle dans le concert des "forces coercitives", dont la loi de la valeur, elle contraint les capitalistes à être vraiment des entrepreneurs, et non des rentiers. Bref, la classe ouvrière développe les forces productives du capital pour autant qu'elle se fait marchand capitaliste de sa propre force de travail.

Dans ce rôle, la classe ouvrière n'est rien d'autre que l'un des termes de la structure du mode de production: elle constitue une "classe en soi". A cette nature de classe en soi correspond une forme organisationnelle, donc, pour une classe (qui n'est autrement qu'une collection d'individus), une forme d'organisation bien précise: le syndicat, doublé d'une représentation politique: le parti social-démocrate. Cette forme historique de l'association des travailleurs est donc une forme contrainte, elle n'est pas celle d'une classe qui entend fonder un monde nouveau, mais celle d'une catégorie qui se défend dans un monde hostile. C'est ce que Gramsci explique dans l'Ordine nuovo quand il oppose le syndicat aux conseils et aux soviets (qui fleuriront dans l'Europe révolutionnaire de 1917 à 1922):

<<Durant cette période, le mouvement prolétaire n'exista qu'en fonction de la libre concurrence capitaliste. Les institutions prolétariennes durent prendre certaines formes non par l'effet d'une loi intérieure, mais par celui d'une loi extérieure sous la pression formidable d'événements et de coercitions qui dérivèrent de la concurrence capitaliste>>. ("La conquête du pouvoir", 12 Juillet 1919).

<<En un certain sens, on peut soutenir que de telles organisations font partie intégrante de la société capitaliste et sont une fonction

<<La résistance périodiquement exercée de la part de l'ouvrier contre la réduction des salaires et les efforts qu'il entreprend périodiquement pour obtenir des augmentations de salaires sont inséparablement liés au système du salariat et sont provoqués par le fait même que le travail est assimilé aux marchandises et soumis par conséquent aux lois qui régissent le mouvement général des prix. En ce qui concerne la limitation de la journée de travail [...], elle n'a jamais été réglée autrement que par l'intervention législative. [...]. Cette nécessité même d'une action politique générale est la preuve que, dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort. [...]. La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter quelque amélioration à sa situation? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informée, écrasée, d'êtres familiaux pour lesquels il ne serait plus de salut. [...] Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. En même temps [...] les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets. [...] Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les forces sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur: "un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: "Abolition du salariat">> (Salaires, Prix et profits).

Avant de poursuivre, remarquons bien que ce dernier clivage n'est pas entre lutte "purement économique" et "lutte politique", puisque la lutte pour la journée "normale", lutte nécessairement politique, a rigoureusement le même statut que la lutte salariale. Marx parle de lutte contre les

inhérente au régime de la propriété privée. Dans la période actuelle où les individus n'ont de valeur que dans la mesure où ils sont propriétaires de marchandises et font commerce de leur propriété, les ouvriers ont dû eux aussi se plier à la loi de fer de la nécessité générale, et ils sont devenus vendeurs de leur unique propriété: leur force de travail et leur intelligence professionnelle. Plus exposés aux risques de la concurrence, les ouvriers ont accumulé leur propriété dans des "firmes" toujours plus vastes et en employant un personnel toujours plus nombreux, ils ont créé cet énorme appareil de concentration de chair à effort, ils ont imposé des prix et des horaires, et ils ont discipliné le marché. Ils ont engagé à l'extérieur ou ont tiré de leurs rangs un personnel administratif de confiance, versé dans ce genre de spéculations, en mesure de dominer les conditions du marché, capable de stipuler des contrats, d'évaluer des aléas commerciaux, de lancer des opérations économiquement rentables. La nature essentielle du syndicat est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société. ("Syndicats et Conseils", 10 Oct. 1919).

Et de conclure, radical: <<Le syndicalisme s'est révélé comme une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste>>. ("Syndicalisme et conseils", 8 Mars 1920).

Quoi: nulle trahison, le deuil est sans raison...

### 3\*) La question de l'Etat et la crise des années 1930.

Reste que si les syndicats ont arraché une indexation du salaire sur les prix à la hausse, il est exagéré de dire qu'ils ont obtenu l'indexation du pouvoir d'achat sur la productivité: simplement, l'économétrie semble montrer qu'après la première grande crise, le pouvoir d'achat ne baisse plus dans les dépressions autant qu'il monte dans les booms (BOYER [1977]). L'indexation sur la productivité est une autre affaire. Il ne faut pas simplement lutter contre les "empiétements" de la hausse des prix, il faut (soulignons-le deux fois) l'anticiper, pour s'approprier une part des gains de productivité.

Ici, une parenthèse théorique. Lutter contre les empiétements suppose une norme de partage de la valeur ajoutée, donc une norme de valeur de la force de travail. Or on peut définir de deux façons cette norme: par la valeur de ce qu'achète normalement le salaire, ou par une fraction normale de la valeur ajoutée. Si changent les normes de production, par hausse de la productivité, la conservation de la première norme implique la baisse de la seconde (d'où l'apparition de la plus-value relative). Mais existe-t-il une théorie marxienne de la norme de consommation ouvrière?

Question délicate. Il y a des formulations du Capital qui suggèrent l'indépendance de l'histoire de la norme de consommation ouvrière (admise dans le chapitre VI comme une "donnée historique") et de l'histoire des normes productives. Mais dès que Marx discute sérieusement la question, il avance deux mécanismes qui tous deux impliquent une restitution, transitoire ou définitive, d'une partie des gains de productivité aux travailleurs. Le premier (dans le chapitre XII du Capital, sur la plus-value relative) montre qu'en régulation concurrentielle l'entreprise innovante doit baisser ses prix pour conquérir des parts de marché, et que les autres doivent la suivre. Le consommateur (qui peut être un travailleur) profite donc au moins temporairement des gains de productivité, et Marx ne propose aucun mécanisme qui rétablisse fatalement l'ancien pouvoir d'achat. C'est sans doute ce qui explique qu'à la fin du XIXe siècle la classe ouvrière tende à obtenir ex post une restitution durable des gains de productivité.

Mais Marx, à nouveau dans Salaires, prix et profits, évoque la possibilité d'une anticipation: une hausse des salaires arrachée ex ante par la lutte entraîne un élargissement du marché, une hausse de la productivité et finalement une baisse de valeur de ce qui est acheté, donc un rétablissement ex post du taux de partage de la valeur ajoutée. Marx se laisse évidemment entraîner par le caractère militant du texte, mais (nous fermons ici la parenthèse) rien n'interdit théoriquement que ce mécanisme d'anticipation devienne si général qu'il garantisse une croissance de la consommation de masse à la mesure des gains de productivité potentiels.

Rien, si ce n'est la concurrence intercapitaliste. Il faut, pour que l'anticipation se généralise, pour que la nouvelle norme soit la fixité du taux de partage, qu'elle s'impose également à toutes les entreprises en concurrence. Bref, il faut plus que le syndicat d'entreprise: il faut les conventions collectives de branche, il faut l'Etat. Or le mouvement ouvrier naissant est contre l'Etat, et la IIIe Internationale, qui a pour bible le très anarchiste L'Etat et la Révolution de Lénine, n'attend rien de l'Etat bourgeois (19).

<<L'étatisation de la vie économique, contre laquelle le libéralisme capitaliste se dressait, est devenue un fait accompli. Revenir non seulement à la libre concurrence, mais encore à la domination des trusts [...] est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera l'agent de la production étatisée: l'Etat impérialiste ou l'Etat prolétarien victorieux>>. Qui parle? Un opérariste? Un tenant extrémiste de la thèse du Capitalisme Monopoliste d'Etat? Non, le 1er Congrès de l'Internationale communiste (1919!). Et celle-ci répétera encore, en 1928: <<La tendance des diverses fractions de la classe dominante à la cohésion oppose les larges masses du prolétariat non à un patron isolé, mais de plus en plus à la classe entière des capitalistes et à son Etat>>. S'il faut du génie pour identifier les tendances d'un rapport social à l'état naissant, le propre du subjectivisme est d'affirmer tous les dix ans la tendance enfin réalisée, en oubliant les autres aspects de la réalité... Mais le subjectivisme de la IIIe Internationale a encore quelque chose à nous apprendre.

D'abord elle considère que l'Etat interventionniste, étant un Etat du capital, est nécessairement un Etat fasciste: la fin du libéralisme économique va de pair avec la fin du libéralisme politique. On retrouvera exactement ce thème dans la théorie de l'"Etat fort", version trotskyste de la théorie de C.M.E. Comme de plus l'Etat interventionniste aura souvent recours à un personnel issu des partis d'opposition "de gauche" (sociale-démocratie en Europe du Nord, Parti démocrate aux U.S.A.), l'I.C. identifiera facilement ces partis comme "aile gauche du fascisme".

Et pourtant, symétriquement, l'I.C., en même temps qu'elle note la tendance au capitalisme d'Etat, insiste sur les "retards" à la réalisation de cette tendance. Au fur et à mesure que s'affirme en U.R.S.S. le modèle du capitalisme d'Etat réalisé, présenté comme "socialisme", on peut même dire que la persistance de l'anarchie du marché devient l'aune à laquelle mesurer les défauts du capitalisme; et c'est bien naturel, puisque le marxisme de la IIIe Internationale accepte alors définitivement le taylorisme comme le nec plus ultra de l'organisation sociale à l'intérieur des unités de production. Souligner la persistance de cette anarchie devient d'autant plus urgent que la Sociale-Démocratie allemande adopte, au Congrès de Kiel (en 1927), sous l'influence d'Hilferding, une conception du "capitalisme organisé" comme marchepied du passage pacifique au socialisme. Selon cette théorie, les tendances à l'organisation, internes à l'entreprise, se propagent à l'ensemble de l'économie; elles induisent, grâce au jeu démocratique, une "régulation consciente de l'économie", qui pourra "surmonter, sur une base capitaliste, l'anarchie de la concurrence libre inhérente au capitalisme". Or il est connu que, pour les économistes soviétiques, la "régulation consciente de l'économie", c'est presque la définition du socialisme!

Tout le problème revient alors, pour l'I.C., à démontrer que la Sociale-Démocratie n'arrivera pas à imposer cette "régulation consciente". Ainsi, elle soulignera lourdement l'échec des tentatives du New Deal de Roosevelt, notamment l'échec du National Industrial Recovery Act, battu par la coalition des intérêts privés. Il faut bien mesurer d'où part un tel type de critique. Reprocher au capitalisme l'échec du N.I.R.A., c'est admettre que l'étatisation est une bonne chose, et que justement c'est cela que ne peut pas faire le capitalisme. On retrouvera ce thème dans l'analyse du New Deal par P. BARAN et P. SWEEZY (1969), puis chez les théoriciens allemands de la "dérivation de l'Etat".

Bref, à l'orée de la grande crise de régulation des années 1930, la position théorique de l'I.C., à l'égard de la réduction par l'Etat de l'anarchie du marché, est devenue insoutenable: <<Elle est déjà faite, et d'ailleurs elle ne saurait être que fasciste, et d'ailleurs elle est impossible: seul le socialisme peut la faire...>>. Pourtant elle serait



évidemment conforme et à l'un des objectifs stratégiques du mouvement ouvrier (la libération de forces aveugles de la concurrence, la maîtrise raisonnée de la production sociale), et aux intérêts immédiats des travailleurs (car, ne l'oublions pas, si les capitalistes peuvent profiter de la concurrence entre ouvriers par la baisse des salaires - les ouvriers ont à souffrir de la concurrence intercapitaliste - par les licenciements), et enfin (ce qui la rend tout aussi possible que la réduction de la journée de travail) aux intérêts à moyen terme du capital.

Il est vrai qu'entre les libéraux et les communistes, deux versions de la régulation monopoliste s'affrontent dans l'Entre-Deux-Guerres. La première, "démocratique", laisse toute son autonomie au mouvement ouvrier (et au patronat privé aussi, d'ailleurs): c'est la voie sociale-démocrate ou rooseveltienne. Elle finira par triompher et avec elle le régime d'accumulation centré sur la consommation de masse. Mais elle a en face d'elle diverses variantes de la régulation corporatiste, des fascismes (Italie, Allemagne, Portugal, Espagne) aux populismes (Mexique, Brésil, Argentine). Ce mode de régulation, stabilisant de manière centralisée la demande sociale mais sans que ce soit nécessairement par une croissance du pouvoir d'achat populaire à la mesure des gains de productivité, peut soutenir des régimes d'accumulation socialement polarisés et militaristes (avec Hitler) ou des régimes de substitution aux importations (avec Cardenas, Vargas et Peron), les fascismes d'Europe du Sud étant intermédiaires. Le passage d'une variante à l'autre reste tout à fait possible, et les "néo-socialistes" comme certains technocrates français ne le manqueront pas, en se ralliant au régime de Vichy.

Nous ne retracerons pas ici l'intense débat qui aboutit finalement à la conversion de tout le mouvement ouvrier à la lutte pour le maximum de régulation monopoliste (20). En 1945, il suffit de proclamer "conquête sociale" (ce qu'elles sont) voire "introduction d'éléments socialistes dans le capitalisme" (ce qui est plus contestable) l'institution de l'Etat providence, du salaire minimum, la généralisation obligatoire des conventions collectives, etc....

En réalité, comme dans le cas de la reconnaissance du syndicalisme, la lutte du mouvement ouvrier pour s'affranchir de l'une des conséquences les plus désagréables du fonctionnement du système capitaliste aura concouru à la mise en place d'un nouveau mode de régulation de ce système, en un sens plus "progressiste". Et là encore, ce sera au prix de l'abandon d'un objectif de rupture: la destruction de "l'Etat bourgeois". Sans compter le renoncement à la lutte pour "reprendre l'outil, reprendre la machine".

#### IV - LA CRISE ACTUELLE ET LA QUESTION DE L'IMPLICATION

Il est évidemment impossible de se livrer, sur la crise actuelle, à l'exercice de rétrospective possible sur les deux précédentes. Nous ne savons pas quelle sera l'issue de la crise, donc nous ne savons pas quelle contribution y apportera le mouvement ouvrier. En revanche, on peut pointer les problèmes à affronter. Sachant que la baisse de rentabilité du fondisme et la compétition libre-échangiste internationale interdisent une sortie de la crise par une relance de la consommation (21), il faut à tout le moins régler les problèmes suivants:

- \* relancer la productivité, sans accélérer la hausse de la composition du capital;
- \* affecter ces gains de productivité (aux dépenses somptuaires, à l'investissement, à la consommation populaire, à la réduction de la durée du travail?);
- \* régler la crise de l'Etat providence (en accélérant la socialisation du revenu, en diminuant les prestations, en rendant productif l'emploi de ses fonds à travers des travaux d'utilité collective?);
- \* inventer des formes de régulation internationale, par une réforme du système monétaire et en réajustant l'aire de libre circulation des marchandises et l'aire d'homogénéité de la législation sociale (par un certain protectionnisme ou par la formation d'une législation sociale transnationale?).

Les trois derniers points posent au mouvement ouvrier d'énormes problèmes, mais qui ne sont pas totalement nouveaux. Le premier en revanche l'invite à une totale inversion de tendance, et nous restreindrons à ce thème les quelques remarques finales.

Tout d'abord, il serait faux de dire que le mouvement ouvrier ait ignoré les luttes sur la question de l'organisation du travail. Le début de l'offensive tayloriste est émaillé de grandes batailles de retardement de la part des ouvriers professionnels: grève Renault de 1913, "grève des aiguilles" de la Fiat en 1920. Le mouvement ouvrier anarcho-syndicaliste ou léniniste revendique l'émancipation des travailleurs au nom d'une capacité effective à maîtriser le processus de production. L'existence même d'une hiérarchie des qualifications n'est pas contestée par Gramsci, mais c'est l'ensemble du collectif productif qui est alors dépositaire de cette maîtrise:

<<Chacun est indispensable, chacun est à son poste et chacun a une fonction et un poste. Jusqu'au plus ignorant et au plus arriéré des ouvriers, jusqu'au plus vaniteux et au plus "dandy" des ingénieurs, tous finissent par se convaincre de cette vérité à travers l'expérience de l'organisation d'usine: tous finissent par acquérir assez de conscience communiste pour mesurer quel grand pas en avant représente l'économie communiste par rapport à l'économie capitaliste... L'ouvrier ne peut se concevoir lui-même comme producteur que s'il se conçoit comme une partie indissociable de tout le système de travail qui se résume dans l'objet fabriqué, que s'il ressent, vivant en lui, l'unité de ce processus industriel qui exige la collaboration du manoeuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé d'administration, de l'ingénieur, du directeur technique>> (GRAMSCI, art. cités).

Encore faut-il que le noyau central de ce "bloc social productif", l'ouvrier professionnel, ne soit pas laminé entre "l'arriéré" et le "dandy". Et de fait, cet O.P. aux capacités autogestionnaire constituera le noyau des organisations ouvrières, le cœur des mouvements sociaux jusqu'aux grèves française de 1936 incluses, "l'âme de notre pays" dira Arletty (22). Mais

après la Seconde Guerre Mondiale, alors que triomphe le fordisme, le mouvement ouvrier semble désertier la lutte contre la réorganisation capitaliste du travail.

Par delà les causes propres à chaque pays (et nous nous appuierons ici sur l'expérience française), il semble que le "compromis fordien" ait suffi à désarmer la critique de la taylorisation. Au moins au niveau syndical (23). Car dès les années 1960 se multiplient des luttes spontanées contre l'aliénation du travail parcellisé, contre son intensité, contre la tyrannie de "l'organisation scientifique du travail". Mais cette révolte diffuse se soide toujours par des augmentations de salaire négociées (ou des reclassifications formelles), conformément au compromis fordien. L'accord de Grenelle qui cloture en Juin 1968 la plus grande grève ouvrière de tous les temps entérine spectaculairement le compromis: carte blanche au patronat sur l'organisation du travail, contre le parachèvement de la régulation monopoliste (et syndicaliste) du rapport salarial dans ses autres dimensions (salaire, temps, règles de licenciement).

Se penchant sur ce paradoxe, D. et R. LINHART [1985] avancent quelques raisons:

- l'acceptation de l'indice du pouvoir d'achat comme mesure privilégiée du progrès social;
- la croyance en la neutralité des forces productives et en la supériorité technique du taylorisme, entérinée par Lénine lui-même (LINHART [1976]);
- la position de principe selon laquelle le mouvement ouvrier n'a pas à aider le patronat à gérer la production (dernière trace du refus de Babylone, alors que le mouvement ouvrier est déjà immergé jusqu'au cou dans la cogestion de la société!)
- des facteurs sociologiques et institutionnels propres à la France de ce temps (intransigeance patronale sur des questions de pouvoir jugées décisives, inexistence de la section syndicale d'entreprise).

Je me permettrai d'en rappeler une autre: le fordisme n'a jamais éliminé totalement les O.P., et la stabilisation de ce noyau, qui constituait la base directe des syndicats (en particulier de la CGT) faisait partie du compromis lui-même. Compromis qui, en fait, portait aussi sur le pouvoir, les ouvriers qualifiés se voyant confier (encore plus directement que les "dandys") des tâches d'encadrement sur les Ouvriers Spécialisés, non qualifiés. Ajoutons à cela que la coupure OP/OS recouvrait souvent une coupure raciale: on comprend que les organisations syndicales n'aient guère repris à leur compte la révolte des O.S. contre le taylorisme (23).

Du côté des O.S., la situation est plus complexe. Car les explosions de colère "sauvage" contre l'organisation du travail ne doivent pas cacher qu'en période calme, l'implication de l'activité consciente de l'ouvrier(e) le plus taylorisé est toujours requise implicitement, et consentie, pour pallier l'insuffisance irréductible des prescriptions du Bureau des méthodes. Or, cette implication permet aux ouvriers de se prouver à eux-mêmes leur dignité, et même la supériorité de leur savoir-faire sur les prescriptions ("the one best way"): un "consentement paradoxal", selon le mot des LINHART. Mais ce consentement, à cause même de son caractère caché par les uns, nié par les autres, ce savoir-faire clandestin, cette implication implicite, ne peut être systématisé par l'Organisation Scientifique du Travail. Il ne peut pas être mobilisé non plus pour une meilleure gestion du processus productif d'ensemble (puisque justement il est atomisé par le fordisme) ni pour l'amélioration systématique du fonctionnement des machines. Or c'est là-dessus que butte le fordisme: "flânerie du capital constant" entre deux opérations élémentaires (selon le mot de Zuscovitch), manque de flexibilité des chaînes. D'où l'épuisement des gains de productivité, malgré une croissance de la composition du capital, aux racines de la crise présente.

La "révolution électronique" ne résoud pas en elle-même le problème, mais place le capital devant une alternative. Ou bien incorporer dans le "hardware" et le "software" (qui sont tous deux du capital constant) un substitut au "consentement paradoxal", permettant de lutter contre la

"flânerie du capital" en rendant celui-ci plus intelligent. Cette solution, appliquée à Fiat dans une situation où le consentement s'était écroulé, aboutit à des solutions extrêmement coûteuses (SANTILLI (1985)): elle revient à parachever la dépossession des producteurs directs en dotant chaque atelier automatique de la fiabilité d'une station orbitale. Ou bien - et s'est la voie privilégiée par les Japonais (AOKI (1985)) et jalosée par tous les capitalistes du monde - remobiliser les savoir-faire au service de la firme, en les rendant transparents et systématisables.

Mais alors le mouvement ouvrier se trouve à la croisée des chemins. Non seulement il s'est résigné à vivre de et dans Babylonie, en négociant les fruits de son travail, en demandant à l'Etat bourgeois de sanctionner les compromis, mais il lui est demandé maintenant de participer de toute son âme au perfectionnement de Babylonie, jusqu'au coeur du processus productif, en s'impliquant dans la lutte pour la productivité et la qualité.

Cette fois encore, il semble que le mouvement ouvrier, et pas seulement à cause de son extrême faiblesse, se prépare à franchir le pas, en France comme ailleurs. Tout dépendra évidemment des contreparties qui lui seront proposées. Et là encore, il s'agira d'accepter un compromis qui peut être conforme aux intérêts immédiats des producteurs, qui n'est pas incompatible avec l'objectif le plus stratégique que leur avaient assigné les Pères Fondateurs (la récupération de la maîtrise de leur propre activité créatrice), mais qui risque fort de se solder par une acceptation définitive de la logique d'ensemble du système capitaliste.

\*  
\* \* \*

«Par trois fois, Randolph Carter rêva de la merveilleuse Kadath» raconte Lovecraft dans Démons et merveilles (1939). Et lorsqu'il eut déjanté toutes les embûches, vaincu Nyerlathotep, le Khaos Rampant, lorsqu'il aperçut la merveilleuse cité dont les toits chatoyaient dans l'aurore comme une fontaine d'or et de pourpre, il reconnut Boston, la ville de son enfance.

Le mouvement ouvrier est-il condamné à n'avoir tant cherché la Nouvelle Jérusalem que pour reconnaître qu'il n'avait fait qu'errer autour de Babylone ? Peut-être. Mais de même que la Boston enrichie des rêves de l'enfance n'est plus la Boston réelle, de même le monde que le mouvement ouvrier peut contribuer à bâtir n'est plus le monde atroce qui de Manchester à Sao Paulo lui aura donné le jour, à travers la boue et le sang. C'est un monde que le mouvement ouvrier aura remodelé dans le sacrifice de ses martyrs et l'activisme de ses humbles militants. Né du capitalisme, "sur la base de conditions données, héritées du passé", le mouvement ouvrier, aux côtés des féministes, des mouvements nationalitaires, des écologistes, peut écrire l'histoire humaine, sans qu'il lui soit besoin d'en sortir. Mais c'est par son refus de l'ordre existant qu'il la fait progresser.

A ceux qui pinceraient les lèvres devant de si maigres progrès, je répondrai que les compromis "progressistes" qui se dessinent à la sortie de la crise présente ne sont pas plus acquis que la victoire de la Social-Démocratie sur le fascisme ne l'était en 1938, et que le risque principal n'est plus que le mouvement ouvrier s'intègre davantage, mais qu'il se désintègre. A ceux qui penseraient que le capitalisme se trouvera bien de toutes façons de nouvelles formes de régulation, un nouveau régime d'accumulation, je répondrai qu'ils ne se valent pas tous, qu'au nom des critères éthiques de solidarité et de libre création que porte le mouvement ouvrier depuis ses origines, certains compromis ouvrent l'avenir et d'autres "grands équilibres" écrasent sous un talon de fer le cri des opprimés.

Nous ne croyons plus au "progressisme", l'idéologie que partageaient les bourgeois conquérants du XIXe siècle et les bâtisseurs de lendemains radieux de la Russie stalinienne. Nous ne croyons plus que le développement des forces productives soit gros de rapports sociaux plus équitables, rationnels et libérateurs. Mais nous croyons encore qu'il existe des progrès et des reculs, et qu'il est juste de lutter pour les progrès.

Alain LIPIETZ

## NOTES

- 1) Voir une discussion de ce débat dans LIPIETZ (1979, conclusion de la Section III).
- 2) Voir le travail des historiens tels ceux regroupés dans la revue Revoltes logiques.
- 3) Caractérisation léninienne du sens politique de Bela Kun, dirigeant de la révolution hongroise.
- 4) Charles Bettelheim, dans Les luttes de classes en URSS, évoluera lui-même de la troisième position (dans les tomes I et II, Le Seuil/Maspéro, Paris, 1974 et 1977) à la seconde (dans le tome IV, 1984).
- 5) Voir par exemple LIPIETZ (1979).
- 6) On en trouvera une discussion dans DOCKES et ROSIER (1983).
- 7) Il s'agit des crises cycliques de moyenne période (7-8 ans), dites "Juglar", qui correspondent à une modalité de régulation dans le cadre de la régulation concurrentielle, et qu'il faut bien distinguer des "grandes crises" qui sont l'objet de cette intervention.
- 8) On ne peut sans rire y voir l'exception qui (à la quatrième expérience!) confirmerait la règle, comme si tirant 3 fois pile et une fois face on en déduisait la règle que les pièces tombent sur le côté pile.
- 9) La question de l'Etat a été plus spécialement étudiée par DELORME et ANDRE (1980).

10) Naturellement le capitalisme était dominant avant cette date dans les pays les plus "avancés", mais alors la conjoncture des crises (dites "crises d'Ancien Régime") reflétait l'importance encore prépondérante des chocs climatiques sur la production agricole.

11) Outre les travaux déjà cités, voir par exemple DOCKES et ROSIER [1983], BEAUD [1981].

12) Les indicateurs montrent souvent une mécanisation rapide, ce qui suggère plutôt une accumulation intensive (France du Second Empire). Mais il faudrait distinguer une transition à la mécanisation sur la base d'un artisanat préalable, et une intensification proprement dite de la mécanisation capitaliste elle-même.

13) C'est explicitement la position initiale de G. DESTANNE DE BERNIS [1977]. Mais on en trouve trace, jusque dans le jeu du singulier et du pluriel, dans le titre du livre de M. Aglietta [1976] Régulation et crises du capitalisme.

14) Je reprends ici certains développements de LIPIETZ [1979] sur le rapport entre les luttes sociales et les forces productives.

15) Voir NEGRI [1978] et, pour les années 1977-1978, les articles de S. Bologna dans le quotidien Lotta Continua.

16) Malgré leur déclaration d'intention, DOCKES et ROSIER [1983] ne vont pas plus loin, en présentant eux aussi les grandes crises comme "crises de l'ordre disciplinaire".

17) Dans ce qui suit, nous suivons la traduction française [1976].

18) Dans sa bonne introduction à la nouvelle traduction aux éditions Messidor (Paris, 1985), P. Duhaucourt ne souligne malheureusement pas qu'on trouve dans ce texte remarquable (qui date de 1865) la première esquisse de théorie d'évolution conjointe de la norme salariale et de la productivité.

19) Voir sur ce qui suit LECLERQ [1977].

20) Pour la France, voir KUISEL [1981].

21) Voir l'exemple français LIPIETZ [1984].

22) Dans une interview au Journal Télérama (Juillet 1985). En fait, ils sont bien l'âme du "réalisme politique et social" qu'incarne cette actrice.

23) Le ralliement syndical au taylorisme fut, on l'a dit, parallèle au ralliement à l'Etat. Les syndicats "réformistes", américains (NELSON [1984]) ou français (MOUTET [1984]) l'acceptèrent en tant que "progrès de la rationalité" et donc source de futurs progrès sociaux, dès la fin de la Première guerre mondiale. Les syndicats révolutionnaires liés à la IIIe Internationale héritèrent plus longtemps (à cause de la présence anarcho-syndicaliste dans leurs rangs), puis s'y rallièrent dans les années 1930, au double motif qu'on n'arrêtait pas le progrès et que cela achèverait l'ouvrier de métier, base du réformisme (RIBEILL [1984]).

24) En Italie au contraire le syndicalisme tentera de canaliser le mouvement en remobilisant la conception gramsciste de la "professionnalité".

- AGLIETTA M. [1976]  
Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris.
- AOKI M. [1985]  
"Learning by doing vs. the bounded-rational control: an approach to U.S.-Japan comparison of industrial organization", C.E.P.R. Publication n°53, Stanford Univ. mimeo.
- BARAN P., SWEETZ P. [1969]  
Le capitalisme monopoliste, Maspéro, Paris.
- BEAUD M. [1981]  
Histoire du capitalisme 1500-1980, Seuil, Paris.
- BOYER R. [1977]  
"Les salaires en longue période", Economie et Statistiques n°103, Septembre.
- BOYER R., MISTRAL J. [1978]  
Accumulation, inflation et crise, P.U.F., Paris, réédition augmentée 1983.
- C.E.P.R.-E.M.A.P. [1977]  
Approches de l'inflation: L'exemple français, rapport au CORDES par Benassy J.P., Boyer R., Gelpi R.M., Lipietz A., Mistral J., Munoz J., Ominami C., Paris, mimeo.
- DELORME R., ANDRE Ch. [1983]  
L'Etat et l'économie, Seuil, Paris.
- DESTANNE DE BERNIS G. [1977]  
"Régulation ou équilibre dans l'analyse économique", in Lichnerowicz et al. éd. L'idée de régulation dans les sciences, Maloine-Douin, Paris.
- DOCKES P., ROSIER B. [1983]  
Rythmes économiques. Crises et changement social: une perspective historique, La Découverte, Paris.
- GRAMSCI A. [1976]  
Ecrits politiques, tome I, Gallimard, Paris.
- KUISEL R. [1981]  
Capitalism and the State in Modern France, Cambridge U.P.
- LABRIOLA A. [1899]  
Essais sur la conception matérialiste de l'histoire, rééd. Gordon & Breach, Londres-Paris, 1970.
- LECLERQ Y. [1977]  
"La théorie de l'Etat et la IIIe Internationale", in A.C.S.E.S. Sur l'Etat, Ed. Contradictions, Bruxelles.
- LINHART R. [1976]  
Lénine, les paysans, Taylor, Le Seuil, Paris.
- LINHART D. et R. [1985]  
"Naissance d'un consensus", Couverture orange CEPREMAP n°8515, minéo.
- LIPJETZ A. [1979]  
Crise et inflation: pourquoi? Paris, F. Maspéro.
- LIPJETZ A. [1984]  
L'audace ou l'enlèvement, La Découverte, Paris.
- LIPJETZ A. [1985]  
Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le IIes Monde, La Découverte, Paris.
- LOVECRAFT [1939]  
The Dream - Quest of Unknown Kadath, Arkham House, New York.
- MANDEL E. [1980]  
Long waves in capitalist development: the marxist interpretation, Cambridge University Press.
- MAZIER J., BASLE M., VIDAL J.P. [1984]  
Quand les crises durent... Economica, Paris.
- MOUTET A. [1984]  
"La première guerre mondiale et le taylorisme", in de Montmollin et Pastré ed. Le Taylorisme, La Découverte, Paris.
- NEGRI A. [1978]  
La classe ouvrière contre l'Etat, Galibée, Paris.
- NELSON D. [1984]  
"Le taylorisme dans l'industrie américaine, 1900-1930", in de Montmollin et Pastré ed. Le Taylorisme, La Découverte, Paris.
- RIBELLI G. [1984]  
"Les organisations du mouvement ouvrier en France face à la rationalisation (1926-1932)", in de Montmollin et Pastré ed. Le Taylorisme, La Découverte, Paris.
- SANTILLI G. [1985]  
"L'automatisation comme forme de contrôle social", Travail n°8, Juin.
- WALLERSTEIN I. [1985]  
Le capitalisme historique, La Découverte, Paris.
- Les références aux textes de Marx et de Lénine sont données dans le texte sans mention d'édition particulière.